



Association pour une Constituante

Pour que vive la souveraineté populaire !

www.pouruneconstituante.fr

Le Peuple doit vivre. Il va arrêter le saccage de ses acquis sociaux et politiques.

Le 29 mai 2005, le peuple français refusait majoritairement et nettement le projet de prétendue «constitution européenne». Depuis aucun observateur de bonne foi ne peut nier que les gouvernements et parlements se succèdent sans tenir compte ni de ce refus ni des besoins à satisfaire, ni même des promesses et des programmes sociaux soumis aux électeurs.

L'emploi et le niveau de vie baissent pour le plus grand nombre ; l'État rackette les budgets des collectivités locales et des services sociaux. Il éloigne les élus de proximité et ce ne sont que bruits de guerres et hausse des budgets policiers et militaires.

Les Français n'ont pas voté pour ces politiques. Ils refusent massivement leurs votes aux candidats de tous bords qui s'en réclament par l'abstention ou par le vote blanc, de sorte que la plupart des élus le sont maintenant par moins d'un quart des électeurs. C'est insupportable et ne peut être supporté longtemps par le Peuple.

La présente constitution de la 5e République permet de gouverner contre les trois quart du corps électoral de la Nation dans un coup d'État permanent contre le Peuple.

Depuis 2008, l'Association pour une Constituante alerte les associations d'élus du danger mortel des «lois territoriales» concoctées par la commission Balladur. Des «États généraux des collectivités locales» et des « États généraux des services publics» ont été évoqués. Mais les élus sont restés entre eux dans leur tête à tête avec les préfets et le gouvernement. Ils ont oublié d'associer à leur résistance les centaines de milliers de salariés, de citoyens et d'associations qui font concrètement les services publics de proximité. Ils ont rarement et timidement pris à témoin leurs électeurs dont ils tenaient pourtant mandat de défendre leurs intérêts.

Aujourd'hui, l'État ne respecte même plus sa constitution. Il refuse d'indemniser les départements du transfert de 140 000 fonctionnaires techniques d'État : une ardoise de près de 40 milliards. Aiguillonné par l'Union Européenne, le gouvernement prend des dizaines de milliards chaque année aux communes, aux départements, aux budgets sociaux, scolaires et de santé.

Ceci doit cesser ! Le Peuple va se reconstituer en corps, comme en 1789, 1792 et 1945. Au delà des tendances, son immense majorité est matériellement unie par la Sécurité sociale étendue progressivement à toute la protection sociale.

Malgré de très fortes mobilisations populaires comme lors de la contre-réforme touchant aux retraites, en dépit de l'énorme travail effectué par certains syndicats ou associations auprès des salariés ou des citoyens, on ne peut que constater l'impasse dans laquelle nous sommes tant le blocage du système politique est évident. Chaque citoyen, qu'il soit *oui ou non* impliqué dans la chose publique à travers une élection, une association ou un syndicat, doit se poser la question suivante : *pourquoi malgré tout notre investissement et notre énergie, nos combats n'aboutissent-ils pas ?*

Le Peuple doit reprendre ce qu'on lui a volé : le pouvoir !

Une nouvelle Assemblée constituante élue au suffrage universel, spécialement chargée de rédiger une nouvelle Constitution, permettra de rétablir la souveraineté populaire !

Guéret, le 12 juin 2015